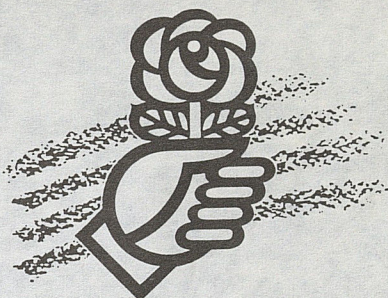


élections législatives  
16 mars 1986:

# CLAUDE GENDRE

## PARTI SOCIALISTE CATALAN



**P.S.C**

Notre parti vient à peine de naître, alors que les partis traditionnels sont en campagne depuis plusieurs mois.

Pourquoi venons-nous si tard ? Jusqu'au dernier moment, nous avons espéré que la Fédération Catalane du PS, résistant aux pressions des dirigeants parisiens, maintiendrait les candidatures adoptées par un vote massif des militants de base ; les socialistes catalans avaient ainsi l'occasion de faire élire un député qui soit enfin notre représentant à Paris, et non plus le porte-parole local d'un appareil politique centralisé.

Aujourd'hui, il n'est pas question de nous soumettre à un diktat qui rendra impossible le rétablissement d'une vie démocratique normale à l'intérieur de la Fédération catalane du PS avec un député "indéboulonnable" imposé par Paris contre la volonté des militants; ces derniers doivent s'attendre à ce que, de plus en plus, les décisions soient prises sans eux et même contre eux. La perspective des élections présidentielles prendra le pas sur toute autre préoccupation, reléguant aux accessoires la défense des droits et des intérêts spécifiques de notre Pays Catalan.

Les autres partis n'ont rien de mieux à nous proposer. Même si, par démagogie électorale, leurs affiches arborent les couleurs "sang et or", même si, pour flatter l'électeur, ils l'invitent à être fier de son identité catalane, leurs programmes ne font aucune place à la défense de notre patrimoine commun.

### LANGUE ET CULTURE : LA REPARATION HISTORIQUE

Depuis 1981, les premiers pas qui ont été accomplis vers la reconnaissance de notre identité catalane, vers la "réparation historique" annoncée par le rapport GIORDAN, doivent être mis à l'actif du gouvernement socialiste, et surtout de son ministre de la culture Jack Lang. Cette action doit être poursuivie et doit nous permettre d'obtenir l'officialité de la langue catalane, la généralisation de son enseignement et de son usage public, d'autant plus nécessaires que l'élargissement de la communauté européenne va nous conduire à multiplier les échanges avec Barcelona et les autres Pays Catalans.

L'action menée depuis plusieurs années par les écoles catalanes, Arrels et la Bressola, doit recevoir un soutien des Pouvoirs Publics.

### VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS

Toutefois, la défense de la langue et de la culture catalanes resterait vaine si les jeunes de ce pays continuaient de se voir contraints à l'exil par la recherche d'emplois qu'ils trouvent de moins en moins sur leur propre terre. La nécessaire diversification des productions agricoles exige une formation professionnelle plus spécifique des agriculteurs. Il est urgent de promouvoir une politique de développement économique qui permette de créer de nouveaux emplois sans sacrifier aucun des secteurs d'activité qui peuvent en offrir.

Jusqu'ici nous avons été condamnés au sous-développement par :

- 1) la politique de nos propres notables (la droite majoritaire au Conseil Général) privilégiant le tourisme au détriment d'une industrialisation légère, respectueuse de l'environnement, mais qui aurait modifié la structure de l'électorat.
- 2) l'expansionnisme de Montpellier, qui a exploité l'incompétence des élus catalans et sa situation de capitale régionale pour détourner à son profit des investissements qui auraient pu se porter chez nous. La récente adoption d'un label LR ne peut qu'aggraver encore cette injustice.

### DECIDER AU PAYS : LA REGION CATALANE

La loi française de 1982 attribue aux régions des compétences accrues en matière de planification économique et de formation professionnelle, elle permet aux régions frontalières de conclure des accords de coopération avec les communautés décentralisées des Etats voisins. Tous ces avantages, qui favorisent Montpellier dans l'actuelle région administrative où le "Roussillon" n'est qu'un appendice du "Languedoc", pourront devenir un atout décisif pour le développement des Pyrénées-Orientales dès lors que ce département constituera sa propre région.

Certes, la création d'une région catalane ne suffira pas à résoudre tous nos problèmes; nous serons encore loin de la situation qu'ont su conquérir les Catalans de Barcelona dans l'Espagne démocratique, mais il est d'autant plus urgent de faire ce premier pas. Dès cette année, il y aura des Catalans au Parlement européen ; ils viendront de BARCELONA, de VALÈNCIA, et des BALEARES... Nous ne devons pas rester en marge, nous ne devons pas être les seuls Catalans qui n'auront pas voix au chapitre.



